

PB 176

JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES

DOSSIER

LES TERRITOIRES DE L'ALTÉRITÉ

n° 59

Hiver 1995

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 42415

06 OCT 1995 Cote : B

LES NOUVELLES LÉGITIMITÉS DE L'ISLAMISME
POLITIQUE AU BANGLADESH

Monique SÉLIM
(ORSTOM ERAUI-EHESS)

Issu en 1971 d'une guerre de libération nationale l'opposant au Pakistan, le Bangladesh a connu durant vingt ans des pouvoirs autoritaires, voire militaires qui n'ont néanmoins jamais réussi à mettre en cause l'existence d'un pluralisme politique très dynamique. Ce n'est qu'en 1991, à la suite d'élections pour la première fois jugées régulières, que le pays s'est doté d'un gouvernement affichant une aspiration démocratique. La Bégum Khaledia Zia, veuve du général Zia Rhaman, deuxième chef d'Etat assassiné en 1981, en est le Premier Ministre depuis trois ans.

Dans un premier temps, la violence politique usuelle qui régulaient le jeu des partis a été relativement réduite. Néanmoins le bilan de cette première période d'apprentissage démocratique est de plus en plus loin d'être à la hauteur des espérances d'une population dotée de convictions nationalistes et de traditions politiques historiquement très fortes.

Le libéralisme économique promu par le gouvernement n'a tout d'abord pas porté les fruits escomptés. La volonté d'attirer les investissements étrangers a conduit à l'ouverture de zones franches restant quasiment vides, tandis que l'on peut toujours déplorer l'absence d'investissements locaux. Le départ des multinationales est en outre notable pour des raisons qui tiennent à la fois aux incertitudes politiques et à des processus de restructuration économique mondiale. Bien que la Drug Policy, politique exemplaire en terme de médicaments essentiels, soit actuellement rediscutée et remise en cause, le secteur pharmaceutique connaît lui aussi l'abandon des multinationales.

ORSTOM Documentation



010000217

Sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale, l'ajustement structurel a débouché sur des programmes de privatisation du secteur public impliquant des licenciements dans l'industrie du jute, les chemins de fer et l'électricité.

L'absence de politique sociale accompagnant cette politique économique a entraîné une aggravation du chômage et une diminution du pouvoir d'achat des couches populaires et moyennes. En dépit de bonnes récoltes ayant eu pour conséquence une baisse des prix des produits agricoles, les classes rurales n'ont pas vu elles aussi leur situation s'améliorer de manière sensible. Cette conjoncture économique mauvaise et insuffisamment maîtrisée par le gouvernement a eu pour résultat la reprise de grèves extrêmement fréquentes dans tous les secteurs, contrastant avec l'accalmie qui avait succédé à l'avènement au pouvoir de la Bégum Zia. Dans les universités, ces grèves ont revêtu une telle ampleur que l'enseignement et la délivrance des diplômes peuvent être jugés mis en péril.

Le crédit dont a pu se prévaloir le gouvernement dans un premier temps, déjà atteint par cet échec économique, s'est trouvé largement entamé dans le domaine politique. Le BNP (Bangladesh National Party), parti de la Bégum Zia, a perdu les deux grandes villes de Dhaka et Chittagong passées à la Ligue Awami, parti de Sheikh Hassinah, fille de Sheikh Mujibur Rhaman, leader de l'Indépendance Nationale et premier Chef d'Etat assassiné en 1975. Des élections truquées au profit du BNP pour le poste d'un membre du parlement décédé avant la fin de son mandat dans un fief de la Ligue Awami, ont été fortement contestées. Elles ont débouché sur une série de manifestations politiques violentes, durement réprimées et se soldant par des morts d'hommes et de nombreux blessés. En avril 1994, la Ligue Awami a appelé à trois jours de grève générale signant ainsi le retour à une forme traditionnelle de combat politique particulièrement utilisée sous le long règne du Général H.M. Ershad (1982-1990) toujours en prison.

Les grèves générales prennent au Bangladesh une expression radicale, impliquant une paralysie complète du pays par la fermeture obligatoire des commerces et l'interdiction de toute circulation sous peine de fusillade par les hommes de main des partis.

Ces circonstances politiques, marquées d'un côté par la fragilisation du gouvernement désavoué par la population pour n'avoir pas rempli ses pro-

messes et de l'autre, par un regain de popularité de la Ligue Awami dont d'aucuns prédisent le succès prochain, ont placé le Jamaat-I-Islami dans une position particulière. L'alliance réussie effectuée par le BNP en 1991 avec le parti islamiste pour promouvoir la Bégum Zia à la tête du gouvernement fait aujourd'hui figure de modèle tactique. Ainsi les voix du Jamaat-I-Islami se trouvent-elles actuellement convoitées par la Ligue Awami pour se hisser au pouvoir, selon une nouvelle stratégie, en rupture totale avec l'histoire de ce parti de la "libération", ayant toujours prôné des idéaux de laïcité et de démocratie.

Déjà présent au gouvernement, le parti islamiste, qui a acquis en 1991 pour la première fois une place légale dans le paysage politique (tentant d'effacer son passé "d'illégitimité" lié à sa collaboration avec le Pakistan durant la guerre de libération), voit donc présentement son audience s'accroître relativement. Bien que d'importantes dissensions existent au sein de ce parti (telles celles qui ont abouti à la suppression de son quotidien anglophone *The Telegraph*), ses actions publiques ont tendance à se multiplier, obligeant chacun à se déterminer sur la question de l'intégration de l'Islam dans la vie sociale, morale et politique, selon des formes nouvelles en regard des traditions intellectuelles de la nation très attachée à une grande tolérance religieuse. Le chef du Jamaat-I-Islami, le professeur Golam Azam, avait dans les précédentes années concentré un débat crucial sur sa personne, significatif d'antagonismes profonds dans la société civile, mais aujourd'hui retombé.

Ancien collaborateur notoire du gouvernement pakistanais, Golam Azam s'était en effet vu en 1992 incarcéré pour des raisons de sécurité, car condamné à mort par un tribunal populaire réuni par "l'association nationale pour l'accomplissement de l'esprit de la guerre de libération et l'anéantissement des meurtriers et des collaborateurs de 1971".

Libéré en 1993, ayant obtenu officiellement la nationalité Bangladeshie alors qu'il n'avait disposé jusqu'alors que d'un passeport pakistanais, Golam Azam n'est plus en 1994 au centre des conflits, bien que ses déplacements à l'intérieur du pays provoquent toujours de nombreuses manifestations d'opposition. Le comité qui avait été le fer de lance du combat contre le chef islamiste s'est lui-même scindé et bien que sa fraction de "gauche" soit toujours active dans la lutte contre les "anciens collaborateurs" du Pakistan (dont certains sont membres du gouvernement de la Bégum Zia), elle s'est majoritari-

rement repliée sur un travail d'éducation des jeunes générations concernant la mémoire de la guerre de libération. Rassemblant de nombreux intellectuels connus, elle se consacre à des publications et à des activités de commémoration symbolique d'événements décisifs de la lutte indépendantiste.

Le mouvement islamiste s'est récemment manifesté par des attaques violentes contre les écoles d'importantes ONG Bangladeshies (Grameen Bank, Brac) employant dans les villages de nombreuses femmes des couches sociales les plus démunies, et leur offrant des possibilités de crédit et d'éducation. Une série de *fatwas*, en l'occurrence des condamnations à mort islamistes, ont été prononcées contre des femmes travaillant à l'extérieur de la maison dans différentes parties du pays.

Ces *fatwas* témoignent d'un nouveau paysage sociopolitique dans lequel l'Islamisme s'affirme comme une force croissante tout en continuant à susciter des oppositions affirmées.

Dans la région de Sylhet, une femme membre d'une ONG a été lapidée par des hommes pour s'être remariée contre l'avis du tribunal coutumier du village (Shallish). Un procès réussi a été intenté par un groupe féministe et a conduit en prison l'Imam responsable pour une durée de sept ans. D'autres *fatwas* mettent en scène une femme qui a eu des relations avec un Hindou et qui s'est suicidée, une jeune célibataire enceinte dont la lapidation a été évitée grâce à l'intervention des forces de police.

L'ensemble de ces *fatwas* s'en prend au femmes qui sortent des enclos domestiques (y compris pour le ramassage alimentaire de coquillages sur les plages de Chittagong) et les premières cibles sont les ONG dont les actions touchent prioritairement les femmes et qui sont accusées de tentatives de conversion au christianisme. Les mouvements féministes nationaux importants et nombreux se sont mobilisés massivement contre "ces condamnations islamistes" avec pour argument l'équivalence entre "droits de l'homme" et droits de la femme. La *fatwa* qui a touché l'écrivain Taslima Nasreen le 9 octobre 1993 a en revanche semé le trouble tant dans les partis politiques qu'au sein des militantes féministes fondamentalement réticentes dans ce cas. La publicité dont a bénéficié Taslima Nasreen en Occident, les thèmes sur lesquels la presse européenne a pris sa défense, sont très éloignés des débats

qu'ont suscités ses livres au Bangladesh. Une *fatwa* a été décrétée contre Taslima Nasreen à la suite de la publication de son livre *La Honte* (1) (Lajja) relatant les persécutions dont ont été victimes les Hindous au Bangladesh à la suite des événements d'Ayodhya (2) en Inde. Le livre a été très rapidement traduit en Hindi et publié en Inde, ce qui a valu à l'écrivain bangladeshi l'accusation générale de se mettre au service du BJP (Bharatiya Janata Party), ou d'être manipulée par ce parti fondamentaliste hindouiste et indien dont l'activisme se manifeste aussi à Calcutta.

L'isolement au Bangladesh de cet écrivain, son choix d'interlocuteurs allochtones, son individualisme ont été très mal perçus dans un contexte culturel de politisation extrême et ont conduit Taslima Nasreen à devenir une vedette de l'Occident, tandis qu'elle était de plus en plus rejetée par ses compatriotes, y compris par les couches intellectuelles les plus engagées dans le combat politique anti-islamiste. Il est certain par ailleurs que son féminisme radical, identique à celui qui a prévalu aux Etats-Unis et en Europe dans les années soixante/soixante-dix, s'est heurté au conformisme partagé et aux interdits moraux issus de l'Islam.

Jugée comme un écrivain médiocre par les plus grands éditeurs de Dhaka lorsqu'elle n'est pas soupçonnée de pornographie, Taslima Nasreen s'est exilée en Suède après son procès.

Depuis son départ des manifestations ont été conduites par le Jamaat-I-Islami, accusant le gouvernement d'avoir laissé s'échapper l'écrivain. "L'affaire Taslima Nasreen" a aussi permis au parti islamiste d'acquérir un poids réel et d'entraîner consécutivement dans une opposition politique de plus en plus violente au gouvernement, les autres partis. Des manifestations communes ont été pour la première fois menées par le Jamaat-I-Islami, et la Ligue Awami pour pousser la Bégum Zia à quitter son poste de premier Ministre. L'émission d'une loi sur le blasphème constitue actuellement un autre enjeu avancé par le Jamaat-I-Islami. Ecrivain volontairement provocateur et solitaire, Taslima Nasreen a de fait brisé deux grands tabous, l'un éthique touchant le corps et la sexualité des femmes, le second politique, concernant

1 C'est aussi le titre d'un roman de Salman Rushdie.

2 Cf. *Journal des anthropologues*, n° 49, 1992. La destruction de la mosquée a été l'occasion d'émeutes très violentes.

les rapports entre Hindous et Musulmans.

Dans les dernières années, les conflits communalistes ont pris au Bangladesh une ampleur autrefois méconnue : la population hindoue a été l'objet de menaces, d'attaques, d'incendies de maisons, de viols, etc. et l'émigration Hindoue vers l'Inde se chiffre actuellement de trois à quatre cents personnes par jour.

Des rencontres publiques ont eu lieu entre le Jamaat-I-Islami Bangladeshi (Islamiste) et le BJP Indien (Hindouiste fondamentaliste) pour organiser à Calcutta l'accueil des réfugiés Hindous Bangladeshis et le départ des musulmans Indiens vers le Bangladesh.

Ces phénomènes divers de molestation contre les Hindous ont été l'objet d'une occultation massive par les partis politiques comme par la presse, au Bangladesh, la population percevant majoritairement les exactions comme une infamie partagée devant être cachée. Dans cette optique Taslima Nasreen s'est érigée seule contre un silence consensuel qui l'a amenée à être localement appréhendée comme un "Agent Indien". Cette conjoncture spécifique explique que les fractions politiques les plus anti-fondamentalistes se soient gardées de prendre parti en sa faveur dans un premier temps tout en l'intégrant par la suite dans une lutte contre l'Islamisation de la Société.

Consécutivement, il apparaît très net que l'Islamisme politique a trouvé en Taslima Nasreen un cas idéal qui, par sa complexité et son ambiguïté, lui permet d'élargir l'audience de ses messages.

Dans ce contexte, il importe de revenir sur la distance maintenue par les mouvements féministes face à un personnage dont l'exemplarité construite en Occident se heurte localement à une nébuleuse de positions nuancées, n'entraînant que très peu d'adhésions entières et franches, ces dernières se trouvant paradoxalement dans la partie masculine de la société. Une longue tradition de combats pour les droits et la liberté des femmes s'inscrit au Bengale dans des mouvements de réforme de la société. Ce "féminisme" de la première heure s'est attachée à la religion, comme code de normes conservatrices, destinées à assurer la situation dominée des femmes.

La Bégum Rokeya musulmane (1880-1932) et le militant Vidya Sagar hindou (1820-1891) sont parmi les deux leaders les plus connus et toujours les plus admirés pour leur lutte, l'une contre le purdah (réclusion des femmes), l'autre contre le Sati (obligation de suicide par le feu des veuves après

la mort de leur mari) et les interdits de remariage des veuves. Ces réformistes faisaient des femmes leur première cause tout en s'évertuant de démontrer que celle-ci était inséparable de la transformation sociale globale qu'ils visaient.

C'est là une des raisons fondamentales pour lesquelles ils ont tant insisté sur la nécessité d'une éducation des femmes et ont créé des écoles.

Les mouvements féministes bangladeshis actuels trouvent leur inspiration dans ces intellectuels universalistes et se nourrissent toujours de cette articulation essentielle entre structures sociales, activisme politique et condition des femmes. Aussi n'y a-t-il pas au Bangladesh de féminisme qui s'intéresserait à la dimension individuelle et "psychologique" de l'oppression des femmes. Ceci explique en partie que Taslima Nasreen, qui refuse de se considérer comme une militante, n'ayant jamais participé à aucune action collective et qui dresse une opposition forte entre une vocation "d'écrivain" et un engagement sociopolitique, ait été relativement délaissée par l'"Establishment" féministe local, à la recherche de cas conduisant à une généralisation sociologique.

La volonté première de Taslima Nasreen d'être identifiée à Salman Rushdie n'était guère de surcroît de nature à la rendre populaire. Interdit au Bangladesh, quasiment pas lu, Salman Rushdie a été là, comme dans la majorité des autres pays musulmans, perçu dans le cadre d'une domination dichotomique Occident/Islam, même si pour les intellectuels les plus progressistes sa défense s'intégrait dans celle générale de la liberté d'expression de chacun. Il en va d'ailleurs de même pour Taslima Nasreen dont féministes et autres se félicitent qu'elle ait toujours pu continuer à être publiée chaque semaine dans deux grands hebdomadaires, dont les éditeurs sont des habitués des menaces et intimidations innombrables des Islamistes.

Dans l'un des plus grands marchés de Dhaka, où se concentrent des librairies tenues par des lettrés dont le profil distingué semble condenser le poids de siècles de culture Bengalie, demander d'ailleurs un livre de Taslima Nasreen suscite une diligence remarquable ; l'étranger est conduit immédiatement vers un rayon où il peut contempler toute la bibliographie de l'écrivain, soigneusement rangée et bien en évidence.

Dans les foyers de la bourgeoisie éduquée autour de thé et de mishti (pâtisserie) des hommes âgés s'enthousiasment de leur côté pour cette jeune

femme qui ose dans ses écrits, toutes les provocations, réclamant de pouvoir "acheter des hommes" pour satisfaire ses désirs les plus divers, tandis que leurs épouses et leurs filles modèrent ces engouements masculins à la lumière des difficultés de leur expérience et des contradictions de leurs sensations.

On est certes bien loin des images occidentales qui ont érigé Taslima Nasreen en victime d'une société dont le monolithisme stupide serait la principale caractéristique même s'il faut être particulièrement vigilant face aux changements importants qui parcourent actuellement en matière d'Islamisme politique, le Bangladesh.

Les mouvements islamistes se sont d'autre part attaqués aux *kadyanis* (aussi connus sous le nom d'*Ahmadia*) secte dissidente de l'islam interdite depuis 1974 au Pakistan, et aussi en Arabie Saoudite.

Hétérodoxe par le fait qu'elle revendique pour son fondateur mort au début du siècle (Mirza Gulam Ahmad, 1838-1908, penjab), le statut de prophète, cette secte présente au Bangladesh mais aussi dans le monde entier, est aujourd'hui localement menacée d'une exclusion de la communauté des Musulmans.

L'ensemble de ces événements qui mêlent l'Islam et le politique selon de nouvelles articulations, font du Bangladesh un observatoire privilégié dans une perspective comparative centrée sur l'évaluation des intégrismes. L'originalité historique du Bangladesh est une très importante dissociation entre le religieux et le politique à l'avènement de l'indépendance en 1971, et poursuivie par un mouvement démocratique et laïciste bien enraciné. Ainsi l'Islam n'a été décrété religion d'Etat qu'en 1988 par le Général H.M. Ershad tentant par cette mesure de neutraliser des contestations de plus en plus importantes. Néanmoins, comme dans d'autres pays Musulmans le code de la famille est resté dans la constitution de 1971, la partie "islamisée" de la loi soumise au religieux, permettant les jonctions et les débordements actuels offrant un creuset d'action aux partis fondamentalistes et construisant les femmes en otages imaginaires.

Ces dernières années ont vu les conflits s'accroître entre des conceptions opposées de la société et l'Islamisme politique acquérir peu à peu une nouvelle place qui lui était jusqu'à présent localement déniée. On ne saurait préjuger dans un sens ou dans un autre de l'évolution du pays, elle-même dépendante des orientations de la conjoncture Indienne et Pakistanaise dans le

domaine religieux et ethno-culturel.

Ajoutons enfin que les incidents politico-diplomatiques qui ont en octobre 1994 retardé la venue de Taslima Nasreen en France, sont de nature à être réutilisés dans la conjoncture interne du Bangladesh ; ils ont en effet montré d'une certaine manière l'hypocrisie et la manipulation politique d'une accusation de l'Islamisme en regard des droits de l'homme et particulièrement de la femme. C'est pourquoi dans le même moment il faut procéder à une nécessaire déconstruction du débat idéologique tel qu'il est actuellement posé en France dans un contexte politique d'accroissement de la xénophobie, de la stigmatisation des étrangers et des émigrés. Les médias abondent dans la vente à des spectateurs passifs d'une pâle défense des femmes qui est présentée comme un critère ethnocentrique de célébration de l'Occident contre les nouveaux barbares du "tiers monde" ; dans ce théâtre, les pays musulmans figurent actuellement au premier rang des cibles à abattre.

Cette instrumentalisation idéologique de la "liberté" des femmes (dont par ailleurs la situation en France régresse indubitablement avec la crise économique) met ces dernières en position de double enjeu pour soi et pour les autres : elles sont au Sud prisonnières des argumentations identitaires et nationalistes qui les utilisent, comme par le passé dans la lutte anticoloniale, en rempart et socle contre la domination occidentale croissante ; elles sont au Nord érigées en aune de mesure de la hiérarchisation des cultures et des civilisations. Cette appropriation démultipliée des femmes ne fait guère avancer ni leur condition pratique et idéale, ni leur cause authentique : en effet, elles restent bien sur cet échiquier les objets, les prétextes et les pions de discours extérieurs ; plus tragiquement, elles semblent dans cette éternelle recreation des différences, s'éloigner de détenir un jour la position de sujets légitimes d'une histoire des sociétés.

Ces lignes de fractures tant en occident qu'au Bangladesh désignent les processus à la fois complémentaires et contradictoires qui font de Taslima Nasreen l'objet de constructions idéologiques disjointes. Cette dimension d'acteur symbolique que revêt ce personnage ici et là-bas pour les forces islamistes et la lutte antifondamentaliste est particulièrement claire lorsqu'il y a confrontation aux réalités politiques internationales et dévoilement conséquent d'alibis idéologiques perçus auparavant comme communs. Le fossé entre les scènes internes et externes s'expriment alors dans toute son ampleur

mettant en lumière leur impossible harmonisation sociale.

On a essayé de retracer ici dans leur autonomie relative, leurs recouvrements partiels, et leurs superpositions, les différents contextes sociopolitiques qui forment la toile d'émergence de Taslima Nasreen. Il faut reconnaître à l'écrivain le courage indubitable de s'élever, en tant que femme seule et originaire d'un pays musulman, contre le statut social et la condition faite au "deuxième sexe", renforcés par un recours à une légitimation de l'Islam. La proclamation de son athéisme, sa condamnation de toutes les religions comme adjuvants à la minorisation des femmes sont - en particulier aujourd'hui où l'Islamisme politique représente une réelle menace pour le droit des femmes - salutaires et même téméraires.